



Esserts-Blay

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE

D ' ESSERTS - BLAY

(SAVOIE)

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le quatre janvier deux mille vingt-quatre à dix-neuf heures, le conseil municipal régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Raphaël THEVENON, maire.

Présents : M. Jean-Paul BOCHET adjoint, Mme Marguerite RUFFIER, adjointe, M. Bernard PÉRONNIER adjoint, M. Christophe COMBREAS, M. David TARTARAT-BARDET, M. Maurice MERCIER, Mme Marie-Christine FECHOZ, Mme Marie-Ange RODRIGO, M. Philippe SAGANEITI, M. David LASSIAZ, Mme Denise GAUDICHON, conseillers municipaux, formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Mme Sylviane TRAVERSIER adjointe, excusée, pouvoir de vote à Mme Marguerite RUFFIER, adjointe, M. Pierre MEINDER conseiller municipal, excusé, pouvoir de vote à M Bernard PÉRONNIER, adjoint, M. David LASSIAZ, conseiller municipal, M. Christophe MERCIER, conseiller municipal

Secrétaire : M. Bernard PÉRONNIER

<i>Nombre de membres en exercice</i>	15
<i>Nombre de membres présents</i>	11
<i>Nombre de membres absents excusés</i>	2
<i>Nombre de membres absents non excusés</i>	2
<i>Pouvoirs de vote</i>	2
<i>Nombre de membres votants</i>	13
<i>Date de la convocation</i>	29 décembre 2023
<i>Date d'affichage de la convocation</i>	29 décembre 2023

DÉLIBÉRATION 2024-001 – Décision modificative n°5 du budget principal 2023 – affectation de crédits au chapitre 011 « charges à caractère général »

Vu la délibération 2023-015 du conseil municipal du 12 avril 2023 approuvant le budget primitif du budget principal 2023,

Considérant que pour enregistrer les dernières écritures comptables et clôturer l'exercice 2023, il convient d'affecter des crédits supplémentaires au chapitre 011 « charges à caractère général », en procédant à des virements à l'intérieur de la même section,

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : APPROUVE la décision modificative budgétaire n°5 annexée.

73110 Code INSEE	Commune d' ESSERTS-BLAY Commune ESSERTS-BLAY M14	DM n°5 2023
----------------------------	--	--------------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal
AFFECTATION DE CREDITS AU CHAPITRE 011

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6248 : Divers	0.00 €	8 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	0.00 €	8 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6534 : Cotisations de sécurité sociale - part patronale	1 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-65548 : Autres contributions	7 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	8 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	8 000.00 €	8 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Total Général		0.00 €		0.00 €

(1) y compris les restes à réaliser

DÉLIBÉRATION 2024-002 – Décision modificative n°6 du budget principal 2023 – affectation de crédits au chapitre 012 « charges de personnel et frais assimilés »

Vu la délibération 2023-015 du conseil municipal du 12 avril 2023 approuvant le budget primitif du budget principal 2023,

Considérant que pour enregistrer les dernières écritures comptables et clôturer l'exercice 2023, il convient d'affecter des crédits supplémentaires au chapitre 012 « charges de personnel et frais assimilés », en procédant à un virement à l'intérieur de la même section,

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : APPROUVE la décision modificative budgétaire n°6 annexée.

73110	Commune d' ESSERTS-BLAY	DM n°6 2023
Code INSEE	Commune ESSERTS-BLAY M14	

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal
AFFECTATION DE CREDITS AU CHAPITRE 012

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6488 : Autres charges	0.00 €	14 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	0.00 €	14 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-66111 : Intérêts réglés à l'échéance	14 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 66 : Charges financières	14 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	14 000.00 €	14 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Total Général		0.00 €		0.00 €

(1) y compris les restes à réaliser

DÉLIBÉRATION 2024-003 – Acquisition de panneaux permettant de réduire la résonance d'une salle associative – remboursement des frais engagés par le maire à titre personnel

Le maire se retire de la séance.

L'adjoint en charge des finances informe le conseil municipal, que le maire a acquis des panneaux permettant de réduire la résonance pour équiper l'une des salles associatives dont l'effet sonore était désagréable, lors d'un passage dans l'établissement IKEA à Grenoble le 25 novembre 2023. Ne disposant pas de moyen technique pour établir un bon de commande, il a avancé le paiement de la facture s'élevant à 250 € HT soit 300 € TTC qu'il présente au conseil municipal avec le justificatif de règlement.

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : VALIDE l'achat des panneaux permettant de réduire la résonance de l'une des salles associatives, effectué par le maire dans l'établissement IKEA de Grenoble le 25 novembre 2023.

Article 2 : DÉCIDE que les frais engagés par le maire à titre personnel pour payer la facture d'IKEA décrite ci-dessus s'élevant à 250 € HT soit 300 € TTC, doivent lui être remboursés.

Article 3 : DIT que les crédits nécessaires sont inscrits à la section fonctionnement du budget de la commune sur le compte 65888 « charges diverses de la gestion courante - autres ».

Article 4 : AUTORISE le maire ou son représentant à effectuer toutes les formalités administratives, techniques ou financières, nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document utile à cet effet.

DÉLIBÉRATION 2024-004 – Route de la Fouettaz – dégagement urgent de la route suite à un éboulement à la Poyat – demande de subvention au titre du FREE – intempéries des 14 et 15 novembre 2023

Le maire rappelle au conseil municipal la nécessité d'avoir fait procéder en urgence au dégagement de la route de Fouettaz bouchée par l'éboulement survenu à la Poyat causé par les intempéries des 14 et 15 novembre 2023, unique voie desservant des hameaux habités en permanence.

Le coût total des travaux devisé par l'entreprise ALPES TP s'élève à 6090 € HT soit 7308 € TTC.

Pour en réduire le coût, une demande de subvention sera déposée auprès du conseil départemental dans le cadre du fonds risques et d'érosions exceptionnels (FREE).

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : APPROUVE la réalisation des travaux urgents nécessaires au dégagement de la route de Fouettaz bouchée par l'éboulement survenu à la Poyat causé par les intempéries des 14 et 15 novembre 2023, unique voie desservant des hameaux habités en permanence.

Article 2 : APPROUVE le coût total des travaux devisé par l'entreprise ALPES TP s'élevant à 6090 € HT soit 7308 € TTC.

Article 3 : APPROUVE le plan de financement faisant apparaître la participation financière du Département (36 %) et l'autofinancement (64 %).

Article 4 : DIT que les crédits nécessaires seront inscrits à la section investissement du budget de la commune sur le compte 2151.

Article 5 : DEMANDE à la communauté d'agglomération Arlysère dans le cadre du contrat territorial de relance et de transition écologique (CRTE) 2024, l'inscription du projet permettant de déposer des dossiers de subventions.

Article 6 : DEMANDE au conseil départemental dans le cadre du fonds risques et d'érosions exceptionnels (FREE), une subvention pour aider au financement des travaux.

Article 7 : AUTORISE le maire ou son représentant à effectuer toutes les formalités administratives, techniques ou financières, nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document utile à cet effet.

DÉLIBÉRATION 2024-005 – Ruisseau du Ferlay sur la route du Fay – débouchage urgent – demande de subvention au titre du FREE – intempéries des 14 et 15 novembre 2023

Le maire rappelle au conseil municipal la nécessité d'avoir fait procéder en urgence au débouchage du ruisseau du Ferlay sur la route du Fay, mettant en situation d'inondation des habitations permanentes lors des intempéries des 14 et 15 novembre 2023.

Le coût total des travaux devisé par l'entreprise ALPES TP s'élève à 7450 € HT soit 8940 € TTC.

Pour en réduire le coût, une demande de subvention sera déposée auprès du conseil départemental dans le cadre du fonds risques et d'érosions exceptionnels (FREE).

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : APPROUVE la réalisation des travaux urgents nécessaires au débouchage du ruisseau du Ferlay sur la route du Fay, mettant en situation d'inondation des habitations permanentes lors des intempéries des 14 et 15 novembre 2023.

Article 2 : APPROUVE le coût total des travaux devisé par l'entreprise ALPES TP s'élevant à 7450 € HT soit 8940 € TTC.

Article 3 : APPROUVE le plan de financement faisant apparaître la participation financière du Département (36 %) et l'autofinancement (64 %).

Article 4 : DIT que les crédits nécessaires seront inscrits à la section investissement du budget de la commune sur le compte 2128.

Article 5 : DEMANDE à la communauté d'agglomération Arlysère dans le cadre du contrat territorial de relance et de transition écologique (CRTE) 2024, l'inscription du projet permettant de déposer des dossiers de subventions.

Article 6 : DEMANDE au conseil départemental dans le cadre du fonds risques et d'érosions exceptionnels (FREE), une subvention pour aider au financement des travaux.

Article 7 : AUTORISE le maire ou son représentant à effectuer toutes les formalités administratives, techniques ou financières, nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document utile à cet effet.

DÉLIBÉRATION 2024-006 – Ruisseau du Ferlay sur la route du Fay – débouchage urgent et remplacement du busage cassé – demande de subvention au titre du FREE – intempéries du 15 au 22 décembre 2023

Le maire rappelle au conseil municipal la nécessité d'avoir fait procéder en urgence au débouchage et de faire procéder rapidement au remplacement du busage du ruisseau du Ferlay cassé sous la chaussée en amont et en aval de la route du Fay à cause des intempéries du 15 au 22 décembre 2023 et dont l'eau s'écoule sur la chaussée.

Le coût total des travaux devisé par l'entreprise ALPES TP s'élève à 6608 € HT soit 7929.60 € TTC.

Pour en réduire le coût, une demande de subvention sera déposée auprès du conseil départemental dans le cadre du fonds risques et d'érosions exceptionnels (FREE).

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : APPROUVE la réalisation des travaux urgents nécessaires au débouchage et au remplacement du busage du ruisseau du Ferlay cassé sous la chaussée en amont et en aval de la route du Fay à cause des intempéries du 15 au 22 décembre 2023 et dont l'eau s'écoule sur la chaussée.

Article 2 : APPROUVE le coût total des travaux devisé par l'entreprise ALPES TP s'élevant à 6608 € HT soit 7929.60 € TTC.

Article 3 : APPROUVE le plan de financement faisant apparaître la participation financière du Département (36 %) et l'autofinancement (64 %).

Article 4 : DIT que les crédits nécessaires seront inscrits à la section investissement du budget de la commune sur le compte 2151.

Article 5 : DEMANDE à la communauté d'agglomération Arlysère dans le cadre du contrat territorial de relance et de transition écologique (CRTE) 2024, l'inscription du projet permettant de déposer des dossiers de subventions.

Article 6 : DEMANDE au conseil départemental dans le cadre du fonds risques et d'érosions exceptionnels (FREE), une subvention pour aider au financement des travaux.

Article 7 : AUTORISE le maire ou son représentant à effectuer toutes les formalités administratives, techniques ou financières, nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document utile à cet effet.

DÉLIBÉRATION 2024-007 – Remplacement urgent de la conduite d'eau pluviale cassée à La Fouettaz suite aux intempéries du 15 au 22 décembre 2023 - demande de subvention au titre du FREE

Le maire rappelle au conseil municipal la nécessité de faire procéder en urgence au remplacement de la conduite d'eau pluviale cassée à La Fouettaz suite aux intempéries du 15 au 22 décembre 2023.

Le coût total des travaux devisé par l'entreprise ALPES TP s'élève à 25 000 € HT soit 30 000 € TTC.

Pour en réduire le coût, une demande de subvention sera déposée auprès du conseil départemental dans le cadre du fonds risques et d'érosions exceptionnels (FREE).

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Article 1 : APPROUVE la réalisation des travaux de remplacement urgent de la conduite d'eau pluviale cassée à La Fouettaz suite aux intempéries du 15 au 22 décembre 2023.

Article 2 : APPROUVE le coût total des travaux devisé par l'entreprise ALPES TP s'élevant à 25 000 € HT soit 30 000 € TTC.

Article 3 : APPROUVE le plan de financement faisant apparaître la participation financière du Département (36 %) et l'autofinancement (64 %).

Article 4 : DIT que les crédits nécessaires seront inscrits à la section investissement du budget de la commune sur le compte 21538.

Article 5 : DEMANDE à la communauté d'agglomération Arlysère dans le cadre du contrat territorial de relance et de transition écologique (CRTE) 2024, l'inscription du projet permettant de déposer des dossiers de subventions.

Article 6 : DEMANDE au conseil départemental dans le cadre du fonds risques et d'érosions exceptionnels (FREE), une subvention pour aider au financement des travaux.

Article 7 : AUTORISE le maire ou son représentant à effectuer toutes les formalités administratives, techniques ou financières, nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document utile à cet effet.

DÉLIBÉRATION 2024-008 – Convention d'adhésion au service de médecine préventive du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Savoie (2024-2029)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les employeurs territoriaux doivent disposer d'un service de médecine préventive dans les conditions définies aux articles L. 812-3 à L. 812-5 du code général de la fonction publique.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie met en œuvre depuis de nombreuses années un service de médecine préventive. Le financement de ce service est assuré par une cotisation additionnelle qui s'établit, depuis le 1^{er} juillet 2023, à 0,42% de la masse salariale.

Il est proposé à l'assemblée d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion au service de médecine préventive du Cdg73, pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2024, étant précisé que la convention peut être résiliée au 1^{er} janvier de chaque année sous réserve d'un préavis de six mois.

L'organisation et le fonctionnement du service de médecine préventive sont régis par une charte qui est accessible et téléchargeable sur l'extranet du site internet du Cdg73 ainsi que via le portail web du logiciel de médecine préventive « Medtra4 ». Elle fixe le mode de fonctionnement du service et rappelle les principes de la médecine préventive.

L'assemblée, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2022-551 du 13 avril 2022 relatif au service de médecine préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu la charte d'organisation et de fonctionnement du service de médecine préventive du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie,

Vu la convention d'adhésion au service de médecine préventive du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2029,

APPROUVE la convention d'adhésion au service de médecine préventive du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer avec le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie ladite convention pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2024.

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE DE MEDECINE PREVENTIVE DU CENTRE DE GESTION DE LA SAVOIE

ENTRE :

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie, représenté par Monsieur François DUNAND, Président, dûment habilité aux présentes par délibération du conseil d'administration en date du 8 novembre 2023, ci-après dénommé le Cdg73,

ET :

La commune d'Esserts-Blay, représentée par Monsieur Raphaël THEVENON, Maire, dûment habilité aux présentes par délibération du conseil municipal en date du....., ci-après dénommée le bénéficiaire,

VU le Code général de la fonction publique,

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2022-551 du 13 avril 2022 relatif au service de médecine préventive dans la fonction publique territoriale,

VU la charte d'organisation et de fonctionnement du service de médecine préventive du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Savoie,

APRES AVOIR EXPOSE QUE :

Le service de médecine préventive du Cdg73 assure le suivi médical des personnels employés par les collectivités et les établissements publics locaux affiliés.

A cet effet, le Cdg73 emploie notamment des médecins qui ont pour mission « d'éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des agents... » (article L. 812-3 du Code général de la fonction publique), ainsi que des infirmiers en santé au travail qui peuvent désormais se voir confier par le médecin du travail dans le cadre de protocoles écrits, la réalisation de l'ensemble des visites et examens médicaux, à l'exclusion de l'examen médical pour l'embauche des agents occupant des postes à risques particuliers (leur visite périodique est réalisée en alternance entre le médecin et l'infirmier) et de la visite médicale post-exposition.

L'intervention du médecin et de l'infirmier en santé au travail s'effectue dans le cadre de la charte d'organisation et de fonctionnement du service de médecine préventive du Cdg73 accessible sur le site internet du Cdg73 (www.cdg73.fr) et le portail Web du logiciel de médecine préventive du Cdg73.

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

Conformément à l'article 11 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale, le bénéficiaire décide d'adhérer au service de médecine préventive du Cdg73.

Article 2 : Personnel concerné

La présente convention s'applique à l'ensemble du personnel employé par le bénéficiaire quel que soit son statut (fonctionnaires stagiaires et titulaires, agents contractuels de droit public ou de droit privé).

Article 3 : Missions du service de médecine préventive

Le service de médecine préventive réalise, dans le respect des textes en vigueur, les prestations suivantes :

3-1 Surveillance médicale des agents :

- **Visite d'information et de prévention (VIP) initiale** qui se distingue de la visite d'aptitude physique qui est assurée par un médecin agréé pour les agents occupant des postes à risques particuliers.
- **VIP périodique** assurée au moins une fois tous les deux ans pour les agents publics territoriaux quel que soit leur statut. Dans cet intervalle, les agents peuvent bénéficier d'un examen médical supplémentaire à leur demande ou à celle de l'employeur.
- **Visite de surveillance médicale particulière à l'égard :**
 - des personnes en situation de handicap ;
 - des femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes ;
 - des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;
 - des agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux (à titre d'exemples : agents techniques à l'exception de ceux affectés intégralement au ménage - aides à domicile - agents de soin des EHPAD - cuisiniers - policiers municipaux...) ;
 - des agents souffrant de pathologies particulières.

Le médecin définit la fréquence et la nature du suivi que comporte cette surveillance médicale. Ces visites présentent un caractère obligatoire pour tous les agents, titulaires ou non, et quels que soient leur temps de travail et leur affectation. L'agent qui refuserait de se rendre à une visite médicale obligatoire serait passible d'une sanction disciplinaire.

Il peut également recommander des examens complémentaires qui sont à la charge du bénéficiaire.

Des autorisations spéciales d'absence doivent être accordées par le bénéficiaire pour permettre aux agents de se rendre aux visites médicales susmentionnées.

Le médecin est habilité à proposer des aménagements du poste de travail ou des conditions d'exercice des fonctions, en raison de l'âge, de la résistance physique ou de l'état de santé des agents, y compris les femmes enceintes. Pour ces dernières, les aménagements présentent un caractère temporaire.

Il intervient par ailleurs dans le cadre de la procédure de reclassement des fonctionnaires territoriaux inaptes à l'exercice de leurs fonctions en donnant son avis sur un changement d'affectation dans le cas où l'état de santé de l'agent ne justifie pas l'octroi d'un congé de maladie et où l'aménagement des conditions de travail n'est pas possible en raison des nécessités de service.

L'infirmier en santé au travail exerce ses missions propres ainsi que celles confiées par le médecin du travail sous la responsabilité de ce dernier et sur la base de protocoles écrits.

A ce titre, il est amené à participer au suivi individuel de l'état de santé de l'agent.

3-2 Actions sur le milieu professionnel

Le service de médecine préventive conseille le bénéficiaire, les agents et leurs représentants sur :

- l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services ;
- l'évaluation des risques professionnels ;
- la protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accident de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel ;
- l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine en vue de contribuer au maintien dans l'emploi des agents ;
- l'hygiène générale des locaux de service ;
- l'hygiène dans les restaurants administratifs ;
- l'information sanitaire.

Dans ce cadre, le bénéficiaire adhérent s'engage :

- à associer le médecin aux actions de formation à l'hygiène et à la sécurité ainsi qu'à la formation des sauveteurs secouristes du travail,
- à le consulter sur les projets de constructions ou d'aménagements importants des bâtiments administratifs et techniques ainsi que sur les modifications apportées aux équipements,
- à l'informer de la composition ou de la nature de produits ou substances dangereux utilisés ainsi que sur leurs modalités d'emploi. Les fiches de données de sécurité (F.D.S) doivent lui être adressées,
- à lui transmettre les déclarations d'accident de service ou de maladie professionnelle,
- à le faire participer aux études et enquêtes épidémiologiques.

Le médecin élabore, en liaison avec l'agent chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (assistant et/ou conseiller de prévention), et après consultation de la formation spécialisée ou à défaut du comité social territorial (CST), des fiches de risques professionnels dans lesquelles sont consignés les risques professionnels propres au service et les effectifs d'agents exposés à ces risques.

Le médecin peut demander au bénéficiaire de faire effectuer des prélèvements et des mesures aux fins d'analyse.

Le médecin est ainsi amené à effectuer des visites des lieux de travail ou plus particulièrement des études de poste si une problématique plus spécifique est identifiée. Il doit bénéficier, ainsi que les membres de l'équipe pluridisciplinaire, d'une liberté d'accès aux locaux entrant dans son champ de compétences, et est habilité à prescrire des habilitations de poste pour permettre la compatibilité du poste de travail avec l'état de santé de l'agent.

Le médecin veille au suivi des agents dont les dossiers sont soumis au conseil médical, en participant notamment aux réunions de ces instances et en présentant, le cas échéant, des observations écrites.

Le médecin peut participer, avec voix consultative, aux séances du comité social territorial consacrées aux problèmes d'hygiène et de sécurité.

Le médecin peut établir pour chaque employeur dont il assure la surveillance médicale, un rapport d'activité qui est transmis à l'autorité territoriale ainsi qu'à l'instance compétente en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

L'infirmier en santé au travail réalise également des actions en milieu de travail : évaluation et prévention des risques professionnels, amélioration des conditions de travail, étude et adaptation des postes, participation à des actions de prévention en milieu de travail à destination des employeurs et des agents, etc...

Il peut également participer aux réunions du comité social territorial.

3-3 Assistance d'un psychologue du travail

Au titre du service de médecine préventive, le bénéficiaire pourra bénéficier en tant que de besoin de l'assistance d'un psychologue du travail en concertation avec le médecin, dans les conditions précisées dans la charte d'organisation et de fonctionnement du service de médecine préventive.

Article 4 : Modalités de fonctionnement du service de médecine préventive

La gestion de la médecine préventive est assurée par le Cdg73 à travers un logiciel de médecine préventive, dans le strict respect du secret médical et de la confidentialité des données administratives, mais également du Règlement Général de la Protection des Données (RGPD).

Le bénéficiaire s'engage à mettre à jour la base de données du logiciel de médecine préventive pour notamment prendre en compte les mouvements de personnel.

Le secrétariat du service de médecine préventive consulte la liste des agents intégrés dans la base de données du logiciel de médecine préventive afin d'identifier le nombre d'agents à convoquer en visite médicale.

Le planning est élaboré en fonction de cet effectif et rendu disponible, pour les bénéficiaires y ayant accès, sur le portail Web dudit logiciel. Les employeurs sont informés par courriel des créneaux qui leur ont été attribués.

Le secrétariat du service de médecine préventive adresse ensuite, par courriel, la convocation de chaque agent à l'employeur pour confirmation du rendez-vous. Un SMS de rappel est envoyé à chaque agent en amont du rendez-vous, sous réserve que son numéro de téléphone portable ait été enregistré dans la base de données du logiciel par le service de médecine préventive.

Article 5 : Conditions financières

Une cotisation additionnelle dont le taux est fixé à 0,42 % de la masse salariale est prélevée pour financer le service de médecine préventive qui constitue une mission facultative des centres de gestion.

Ce tarif inclut l'ensemble des prestations prévues à l'article 3, à l'exception des vaccins qui seront remboursés à prix coûtant par le bénéficiaire au Cdg73.

Le bénéficiaire s'engage à informer le service de médecine préventive de toute absence prévisible dans les 48 heures qui précèdent la visite. A l'issue de ce délai, chaque visite planifiée sera facturée au bénéficiaire sur la base du tarif fixé par le conseil d'administration du Cdg73.

Le montant de la cotisation pourra être révisé annuellement par délibération du conseil d'administration du Cdg73 en fonction des charges afférentes à ce service. La nouvelle tarification sera notifiée immédiatement au bénéficiaire.

Article 6 : Durée

La convention prend effet au 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2029.

La résiliation par l'une ou l'autre des parties avant le terme de la convention peut intervenir au 1^{er} janvier de chaque année par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve de respecter un préavis de six mois.

Article 7 : Obligations des parties

Le bénéficiaire et le Cdg73 s'engagent, chacun en ce qui le concerne, pour la mise en œuvre de la présente convention, à respecter les principes de fonctionnement définis dans la charte d'organisation et de fonctionnement du service de médecine préventive dont un exemplaire est remis au bénéficiaire.

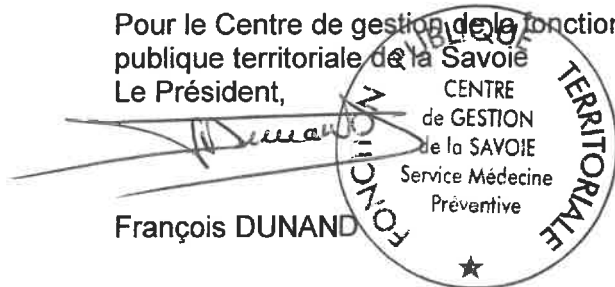
Fait à Porte-de-Savoie,
Le 12 décembre 2023,

Pour la commune d'Esserts-Blay,
Le Maire,

Raphaël THEVENON

Pour le Centre de gestion de la fonction
publique territoriale de la Savoie
Le Président,

François DUNAND



Le secrétaire de séance,
Bernard PÉRONNIER

Le maire,
Raphaël THEVENON

Publié sur le site internet de la commune www.esserts-blay.fr, le 5 janvier 2024